



DREAL

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Annecy, le 13 mars 2014

Service Protection de l'Environnement
Réf : PE/CD

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° 2014072-0008

Société HACER Traitements de Surface à Cluses - Mise en demeure de fournir une étude technico-économique en vue de réduire voire de supprimer certaines substances rejetées dans les eaux industrielles de l'établissement, au titre de l'action nationale RSDE

VU le code de l'environnement, et notamment son article L. 171-8 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU la circulaire DGPR/SRT du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (RSDE) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 91-1202 du 7 août 1991, modifié le 15 octobre 1993 et complété le 12 janvier 1995, le 3 septembre 1997 et le 2 mars 2004, ayant autorisé la société MARQUET Traitements de Surface dont le siège social est situé 47, allée du Mont-Blanc - B.P. 60 - 74301 Cluses cedex, à poursuivre l'exploitation et à étendre son usine sise à cette adresse ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009.2882 en date du 14 octobre 2009, ayant abrogé et remplacé l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 août 1991 susvisé ;

VU le récépissé préfectoral établi le 20 avril 2011, suite au changement d'exploitant de l'établissement intervenu au bénéfice de la société HACER Traitements de Surface ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 30 mai 2013 adressé à la société HACER Traitements de Surface, lui demandant de communiquer au plus tard à la fin de l'année 2013 une étude technico-économique destinée à faire état des solutions pour réduire voire supprimer certaines substances rejetées dans les eaux industrielles de son établissement au titre de l'action nationale RSDE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 février 2014, constatant que la société HACER Traitements de Surface n'a pas fourni cette étude technico-économique alors que l'échéance pour sa remise était fixée au 30 mars 2012 par l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2009 susvisé ;

Considérant dès lors qu'il s'agit d'une non conformité notable et qu'il convient de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société HACER Traitements de Surface, dont le siège social est établi 47, allée du Mont-Blanc - B.P. 60 à 74301 Cluses cedex, est mise en demeure de transmettre au préfet, sous un délai de trois mois, une étude technico-économique destinée à faire état des solutions envisagées pour réduire voire supprimer certaines substances rejetées dans les eaux industrielles de son établissement au titre de l'action nationale RSDE.

Cette étude technico-économique, dont la trame nationale est disponible sur <http://rsde.ineris.fr> (rubrique réduction substances / études de réduction), s'accompagnera d'un échéancier de réalisation pour les solutions en définitive retenues.

Devront être étudiées en particulier la faisabilité d'un rejet liquide nul en application de l'article 6.1.5.4 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2009 susvisé, et en tout état de cause les solutions pour supprimer à l'échéance 2021 les substances dangereuses prioritaires comme le tétrachloroéthylène, ainsi que les possibilités de réduction à l'échéance 2015 de l'ensemble des substances concernées.

Pour chacune des substances pour lesquelles l'exploitant proposera des moyens de réduction, l'étude technico-économique fera apparaître l'estimation chiffrée du rejet évité par rapport au rejet annuel moyen de l'installation (en valeur absolue en kg/an et en valeur relative en %).

Article 2 : Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, la mise en demeure n'a pas été respectée, il sera fait application des sanctions prévues par le code de l'environnement.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à monsieur le gérant de la société HACER Traitements de Surface.

La présente décision pourra être déférée par l'exploitant au tribunal administratif de Grenoble, sous un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, madame la directrice départementale de la protection des populations et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- . Monsieur le sous-préfet de Bonneville,
- . Monsieur le maire de cluses,

Pour ampliation,
L'adjointe au chef de service,


Odile PETIT



Pour le préfet,
la directrice de cabinet
chargée de la suppléance
du secrétaire général,
Signé

Anne Coste de Champeron